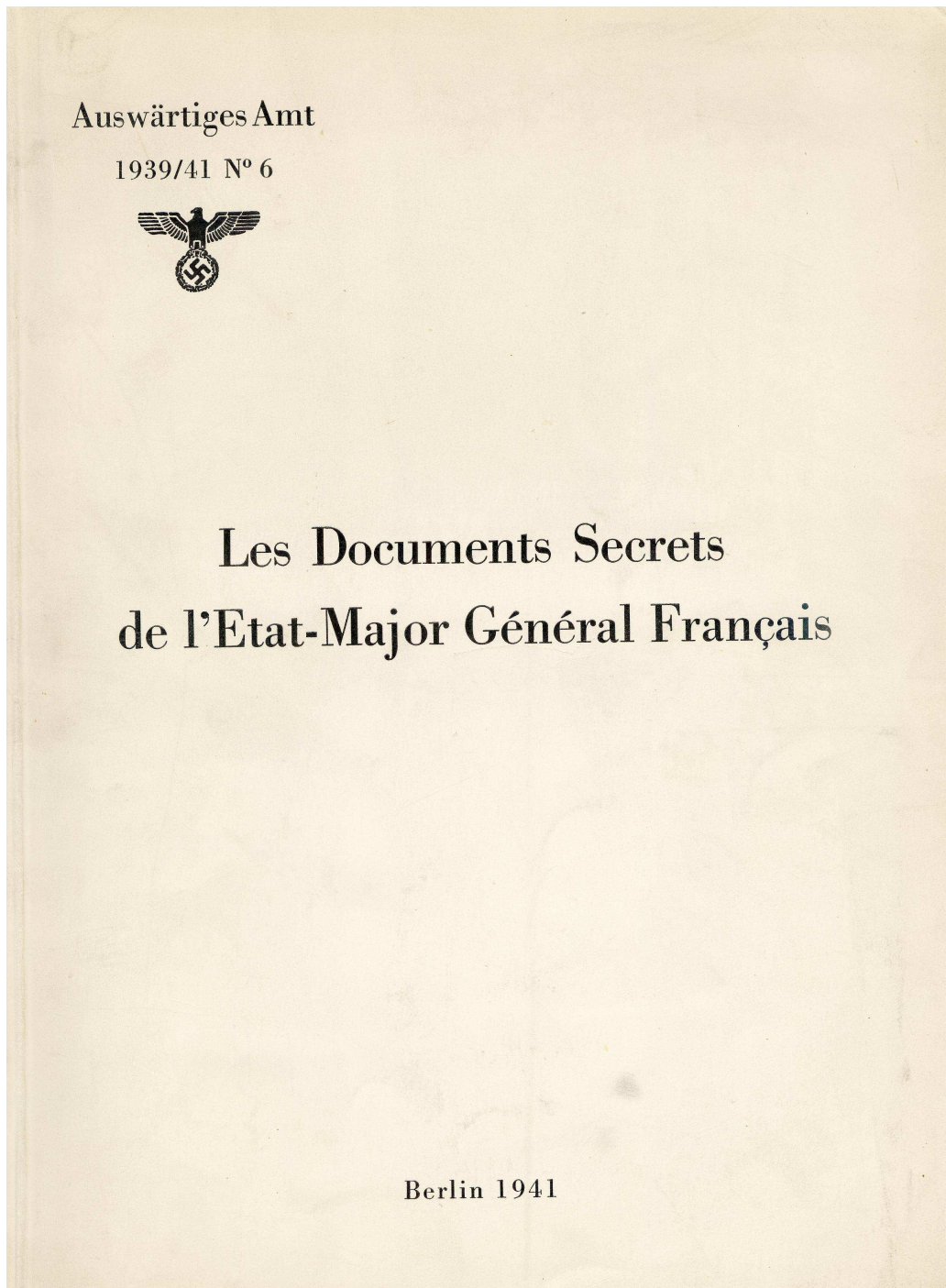




Les documents secrets de l'Etat-Major Général Français

399 pages de 22 X 29,5 cms



Aperçu

Les parties des dossiers secrets de l'Etat-Major Général français, tombées entre les mains des Allemands, à la suite de la trouvaille fortuite faite dans quelques wagons de marchandises à la gare de la petite ville française de La Charité et à d'autres endroits, ont confirmé sur tous les points d'une façon vraiment sensationnelle les conclusions qui se dégagent des Livres Blancs antérieurement publiés par le Ministère des Affaires Etrangères du Reich, et ont révélé les derniers secrets de la politique et de la conduite anglaises et françaises de la guerre.

Nous livrons, ci-après, à la publicité 70 documents*) empruntés à ce volumineux matériel et qui dévoilent de façon saisissante les plans élaborés par les Alliés pour la conduite de la guerre. Tous ces plans ont un point de commun: la recherche de nouveaux théâtres d'opérations, ainsi que l'effort déployé pour utiliser les petits peuples d'Europe en vue de la réalisation de ces plans d'extension de la guerre.

A cet égard, ce qui importe d'abord, c'est de procurer aux Alliés de nouvelles troupes auxiliaires. Les efforts tendant à embrigader la Suède et la Norvège dans un front de guerre contre l'Allemagne permettent d'espérer l'appui de dix divisions (N° 23). Une action dans les Balkans, qui doit être amorcée à Salonique par le débarquement du Corps Expéditionnaire déjà formé en Syrie, plusieurs semaines avant le début des hostilités, (Nos 2 et 4) procurerait même aux Alliés — comme le Général Gamelin le constate dans sa Note fondamentale du 10 mars 1940 (N° 23) — un renfort de cent divisions. La conclusion d'un pacte d'assistance et d'une convention militaire avec la Turquie doit également renforcer d'un facteur essentiel le front projeté par les Alliés dans le Sud-Est de l'Europe (N° 65).

Mais, outre cet accroissement de forces, l'extension de la guerre doit encore servir à d'autres buts plus importants. Déjà, au cours des pourparlers entre les Etats-Majors Généraux anglais et français, qui ont eu lieu au printemps de 1939, on avait constaté « l'intérêt que présente la possession des territoires belge et hollandais comme base de départ pour une reprise de l'offensive contre l'Allemagne » (N° 1). Au début de la guerre, le Général Gamelin reprend immédiatement cette idée: « Cette position, écrit-il le 1er septembre 1939 au Président du Conseil, nous

*) Une partie d'entre eux a déjà été publiée dans les journaux.

conserverait tout l'avantage de la base aérienne belge et écarterait la guerre des frontières françaises, particulièrement de nos riches provinces du Nord. » En outre une action offensive dirigée contre l'Allemagne et partant du territoire belge — ou mieux encore du territoire hollandais — rencontrerait « des terrains d'attaque beaucoup plus favorables, des fortifications moins puissantes. » Le plan de déclencher une offensive anglo-française contre l'Allemagne par le territoire belge et hollandais constitue donc, à priori, un élément constant de la stratégie des Puissances Occidentales. La préparation militaire de ce plan a été poussée, sur place, dès le début de la guerre (N^{os} 12, 13, 14, 15, 16); son exécution a été ensuite définitivement tentée (N^o 35) après l'échec de l'entreprise anglo-française contre la Scandinavie.

Au Nord, ce sont d'autres considérations qui ont déterminé la politique de guerre de la France et de l'Angleterre. Là, l'aide à la Finlande devait d'abord fournir aux Alliés la possibilité « d'englober la Suède et la Norvège dans un front anti-allemand » (N^o 17). Mais il apparaît bientôt clairement que l'aide à la Finlande n'est qu'un « prétexte » et qu'elle ne sert qu'à procurer aux Alliés « le contrôle matériel des gisements miniers suédois » (N^o 18). Les Anglais laissent sans scrupule tomber le masque, ils renvoient l'aide à la Finlande « au second plan » et se montrent « résolument partisans d'une opération sur les mines de fer du Nord de la Suède » (N^o 23). La seule chose qui importe est « l'arrêt du trafic de minerais à destination de l'Allemagne » ! « Toute entreprise alliée en Scandinavie — constate M. Daladier (N^o 21) — n'a de justification, sur le plan général de la guerre qu'autant qu'elle converge vers cet objectif. » « Couper le ravitaillement de l'Allemagne en minerai », c'est la pensée directrice qui domine la politique des Alliés en Scandinavie, aussi longtemps que l'action peut être camouflée par l'aide à la Finlande, et cette pensée sera reprise sous la forme d'une action indépendante, après que cette étiquette morale se sera perdue, par suite de la paix russo-finlandaise (N^{os} 29, 30, 33).

Parallèlement à cette guerre du fer, on fait la guerre du pétrole. Si vivement que le Général Gamelin tient à « mettre les mains sur le fer suédois et les ports de Norvège », il insiste cependant avec décision sur le fait que « au point de vue des opérations de guerre, les Balkans et le Caucase, par où l'on peut aussi priver l'Allemagne du pétrole, sont à plus grand rendement » (N^o 23). Une attaque contre Batoum et Bakou — particulièrement au moyen de l'aviation — lui apparaît comme un « heureux complément de celle à conduire en Scandinavie » (N^o 25). Les préparatifs à cet effet sont poussés avec énergie (N^{os} 19, 22, 25, 27, 34); l'exécution est envisagée pour la fin juin (N^o 38), à cette occasion, la Turquie dont le territoire devra être survolé doit être placée — d'après la singulière proposition de l'Ambassadeur de France Massigli — « devant un fait en voie d'accomplissement » (N^{os} 28, 32). On projette également d'interrompre la navigation sur la Mer Noire (N^o 19) et l'on prépare de la façon

la plus attentive des mesures de sabotage pour bloquer le Danube (N^{os} 8, 11, 36). Enfin, on coupera l'Allemagne du pétrole roumain en détruisant les gisements pétrolifères existant là-bas; à cet effet, un spécialiste, élevé « à titre fictif » au grade de colonel, a élaboré les plans et exécuté tous les préparatifs nécessaires (N^{os} 9 et 10). Par cette combinaison de mesures de blocus et d'opérations militaires, les Alliés peuvent — le Général Gamelin l'affirme — « non seulement resserrer progressivement l'étreinte économique, mais amener l'Allemagne à sortir de son expectative militaire. » Parallèlement à l'action militaire doit se poursuivre l'action diplomatique à laquelle on donnera le même ton énergique (N^o 27). Il importe de « souder » également les Pays balkaniques. On doit « faire sentir » aux Etats neutres la puissance des Alliés. Ensuite, le théâtre de guerre balkanique offrira la possibilité d'obtenir des résultats plus favorables. On y arrivera non seulement en coupant l'Allemagne de ses approvisionnements en pétrole, mais encore par l'épuisement que la constitution d'un nouveau front entraîne pour l'ennemi ou par une attaque enveloppante sur les points vitaux de celui-ci.

Ainsi, de la Mer Blanche au Caucase, doit être formé un front continu. Cet encerclement, espère-t-on, renforcera le blocus contre l'Allemagne et achèverait son étranglement économique. Mais surtout, en élargissant les théâtres de guerre, on veut créer de nouveaux et plus vastes « fronts d'usure » où les forces allemandes devront s'éparpiller et finiront par s'effriter.

Ce sont là, en bref, les plans de guerre des Alliés, tels qu'ils ressortent, de nouveau, clairement des documents présentés. Mais la puissance de l'action ne correspondit point à la grandeur du plan. Les documents révèlent, de façon écrasante, le dilettantisme et l'incapacité dont les politiciens et les Autorités militaires alliés ont fait preuve dans le déploiement d'une activité sans scrupule par laquelle ils voulaient jeter dans toute l'Europe les brandons de la guerre. L'insuffisance éclate dans tous les domaines. Ici on manque de canons; là, d'avions (N^o 50). Ensuite, le matériel de guerre ne peut être livré, bien qu'il ait été promis depuis des mois (N^o 39) ou bien encore il se révèle que les batteries anti-aériennes ne sont pas en place au moment décisif (N^o 41). A ces déficiences de l'organisation correspondent la faiblesse de la direction, la lourdeur du mécanisme. D'abord, on se dispute au sujet du commandement suprême (N^{os} 40, 42, 57, 58), puis on perd en longues négociations diplomatiques l'occasion de saisir le moment d'agir. A cet égard, on lira également avec intérêt une lettre dans laquelle le commandant des forces maritimes françaises explique, le 12 avril 1940 (N^o 37), comment il a été possible que l'Allemagne se soit trouvée en mesure de devancer le débarquement projeté par les Alliés en Norvège et dans laquelle il constate en termes exprès que « vu le manque de discrétion des projets discutés dans les réunions interalliées » les décisions devaient avoir été

connues du Haut-Commandement allemand. Ainsi s'explique que rien n'a pu être exécuté des vastes plans de guerre des Alliés et que la rapidité des coups allemands n'a cessé de contrecarrer les intentions de l'adversaire.

Cette incapacité s'accompagne enfin, du côté anglais, de la trahison. Les déclarations du ministre de Norvège à Paris soulignent énergiquement combien la Norvège s'est sentie abandonnée précisément par l'Angleterre dont l'assistance a été « insuffisante », dont la flotte « ne protège même pas les côtes occidentales norvégiennes » (N° 47). La Turquie est contrariée parce que l'Angleterre a retiré par un grossier parjure sa promesse de l'aider à reconquérir le Dodécanèse (Nos 65, 66). Mais c'est la France qui a ressenti le plus durement l'infidélité britannique. L'armée française, qui avait à supporter tout le poids de la bataille et devait subir une pression inouïe, est laissée en plan par l'Angleterre. A l'encontre de l'ordre formel du Haut-Commandement français, le général anglais, au moment décisif de la bataille des Flandres, évacue la ville d'Arras et se retire de 40 km. dans la direction des ports (Nos 58, 59, 60). Des appels à l'aide sont constamment adressés à Londres, la même prière ne cesse de retentir : elle demande qu'on laisse au moins l'aviation anglaise intervenir dans la bataille (Nos 52, 53, 54, 55, 56, 63, 64, 68, 69). On fait des promesses (N° 56), mais elles ne sont point tenues. C'est une lourde accusation portée contre l'Angleterre que celle qui ressort de la lettre du commandant en chef de l'aviation française (N° 70), lettre qui constitue la fin de ce Livre Blanc. Le dernier cri de détresse jeté, de la bataille des Flandres, par ce commandant se termine par l'avertissement prophétique : l'accomplissement des exigences posées à l'Angleterre est une question de vie ou de mort.